

EUROPE ÉCOLOGIE

Donnons vie à l'Europe.

La crise de la zone euro

DES CHIFFRES

- 1 600 milliards d'euros : ce que les États européens ont accordé aux banques entre 2008 et 2011.
- 500 milliards d'euros : le budget disponible à l'avenir pour sauver les États en difficulté.

NOS PROPOSITIONS

- Faire du Mécanisme européen de stabilité un outil de solidarité européenne. Il doit être à la disposition d'un Ministre européen de l'économie et des finances au sein de la Commission, et non dans la main des États.
- Donner un budget à l'Europe fédérale : taxe européenne sur les transactions financières, TVA européenne, taxe carbone aux frontières, et demain, mutualisation des dettes par des eurobonds.

L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

L'Union économique et monétaire (UEM) désigne l'ensemble des politiques mises en œuvre par les États depuis 1990 en vue de rapprocher les économies européennes, et à terme d'adopter la monnaie unique. Pour cela, ils se sont fixé des critères de convergence inscrits dans le traité de Maastricht en 1992, puis dans le Pacte de Stabilité et de Croissance de 1997. Ce sont les fameux 3% de déficit et 60% de dette publique. Pas question que les finances publiques d'un État dérapent, car cela aurait des conséquences sur tous les pays partageant la monnaie unique.

LA CRISE DE 2010

En 2008, la crise des subprimes explose aux États-Unis et conduit à la faillite de Lehman Brothers. La crise ébranle le monde de la finance, obligeant les États à venir en aide à leurs systèmes bancaires. Partout, les dettes publiques augmentent de façon considérable. Mais en Europe, cette crise s'aggrave au printemps 2010, quand la fraude des comptes publics grecs est mise au grand jour. Puis à l'automne survient l'explosion de la dette publique irlandaise, suite au sauvetage de ses principales banques. En Espagne, les banques sont en outre confrontées à l'explosion d'une bulle immobilière.

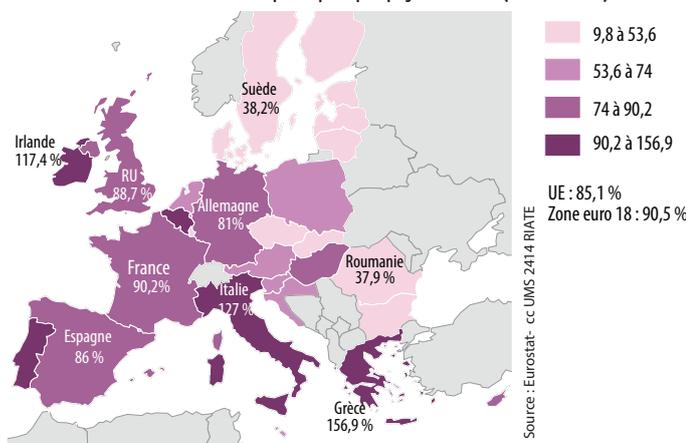
LA RÉACTION DE L'EUROPE

La crise a fait éclater au grand jour les insuffisances des règles européennes. L'euro s'était construit sur la seule discipline budgétaire (3% de déficit, 60% de dette publique). L'éclatement de la bulle immobilière espagnole a montré que l'endettement privé pouvait tout autant déstabiliser une économie. Le Pacte de Stabilité et de Croissance a donc été révisé pour compléter la surveillance de la zone euro (Six & Two Pack). Objectif : mieux observer les déséquilibres économiques pour prévenir les crises qui fragiliseraient la zone euro. Mais si les pays sont mieux surveillés une fois entrés dans la zone euro, les critères d'adhésion n'ont pas été modifiés ! La « soutenabilité » de l'ensemble de l'économie, pas seulement de celle des finances publiques, doit être la règle.

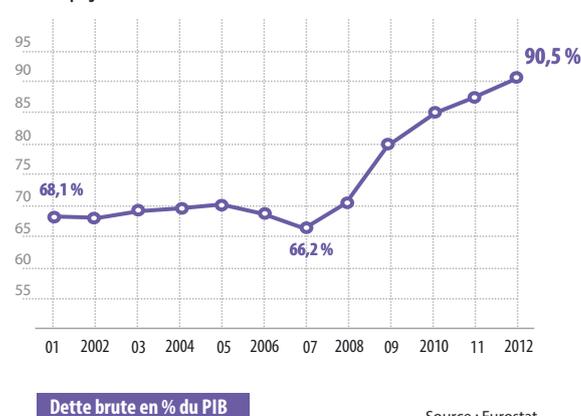
VERS UN FONDS MONÉTAIRE EUROPÉEN

La crise a été largement aggravée par la spéculation sur les dettes des États membres. Les marchés ont parié sur l'incapacité de l'Union européenne à aider ses membres en difficulté. Bien qu'ils aient tardé à réagir, les États européens se sont ressaisis et ont lancé les premières bases d'un Fonds monétaire européen. Doté de 80 milliards d'euros, le Mécanisme européen de stabilité (MES) peut emprunter jusqu'à 500 milliards d'euros sur les marchés, pour venir en aide à l'avenir, sous forme de prêts, aux États européens en difficulté.

Dettes brutes des administrations publiques par pays en 2012 (en % du PIB)



Evolution de la dette brute des administrations publiques des 18 pays de la zone euro entre 2001 et 2012



**La crise de la zone euro n'est pas seulement une crise des dettes publiques.
C'est surtout le résultat de l'absence d'Europe fédérale.**